

<https://www.ujfp.org/spip.php?article4982>



Déclaration du Dr Ashraoui sur la réunion des ministres des Affaires étrangères à Paris

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Publication date: lundi 6 juin 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Samedi 4 juin 2016.

Membre du Comité exécutif de l'OLP, Hanane Ashraoui commente le communiqué de presse publié le 4 juin 2016, à l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères à Paris.

Nous exprimons notre satisfaction au gouvernement français pour avoir organisé la réunion des ministres des Affaires étrangères et autres diplomates à Paris de même que nous reconnaissons son engagement pour la solution à deux États, pour la paix et la sécurité régionales. Cependant, la déclaration en elle-même est très générale et diluée, elle manque de réelle substance et d'un plan d'action concret.

La communauté internationale, si elle veut « établir une paix durable », doit traiter les questions réelles que sont l'occupation militaire israélienne continue, l'impunité d'Israël, l'exceptionnalisme et le droit qui lui sont octroyés, le processus de colonisation qui s'intensifie, l'annexion continue et la colonisation de la terre et des ressources palestiniennes, et enfin le déni du droit à l'autodétermination, à la liberté et la justice du peuple palestinien. Faire porter également à chacun les responsabilités, c'est oublier la dissymétrie des forces entre le belligérant qui occupe et le peuple qui est occupé.

C'est Israël qui est responsable de l'échec de la solution à deux États et il convient de traiter la question de cet unilatéralisme et de l'impunité dont il jouit. C'est un plan d'action global et efficace qu'il faut mettre en place, par étapes concrètes clairement définies, avec des termes de référence clairs qui garantissent la liberté et la souveraineté de la Palestine dans un cadre spécifique contraignant, avec l'objectif réel de mettre fin à l'occupation ainsi que des mécanismes d'arbitrage, de surveillance et d'évaluation. Il faut aussi la volonté politique d'intervenir.

Les négociations ne sont pas l'enjeu principal ; c'est amener Israël à se plier au droit et aux conventions internationaux qui sauvera la solution à deux États. Les tâches, les objectifs et les plans de travail qui seront adoptés en lien avec la conférence internationale de paix qui se tiendra plus tard cette année demeurent le véritable test."

Traduit de l'anglais par CL pour AFPS

Voir la déclaration publiée en anglais sur le site du ministère des Affaires étrangères :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/israel-palestinian-territories/peace-process/initiative-for-the-middle-east-peace-process/article/middle-east-peace-initiative-joint-communique-03-06-16>